

DÉCLARATION COMMUNE

Guinée : Deux ans après la disparition forcée d'Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah, les autorités guinéennes doivent enfin rendre des comptes

9 juillet 2026

Deux ans après la disparition forcée d'Oumar Sylla, dit « *Foniké Menguè* », coordinateur du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), et de Mamadou Billo Bah, autre figure majeure de ce mouvement citoyen et coordinateur de Tournons La Page Guinée (TLP-Guinée), nos organisations demeurent profondément préoccupées par l'absence totale de vérité et de justice dans cette affaire.

Dans la nuit du 9 juillet 2024, les deux défenseurs des droits humains ont été enlevés au domicile d'Oumar Sylla à Conakry par des hommes armés identifiés par de nombreux témoins comme appartenant aux forces de défense et de sécurité guinéennes. Depuis lors, aucune information crédible n'a été communiquée sur leur sort ou leur lieu de détention. Malgré les démarches incessantes de leurs familles, de leurs avocats, des organisations de défense des droits humains et du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et plusieurs mécanismes associés, les autorités guinéennes continuent de refuser d'apporter les réponses auxquelles elles sont tenues au regard de leurs obligations nationales et internationales.

La disparition forcée d'Oumar Sylla et de Mamadou Billo Bah demeure une violation continue des droits humains. Tant que les autorités refusent d'établir la vérité, cette violation se poursuit.

Au-delà de l'angoisse quotidienne infligée à leurs proches, cette situation constitue un symbole particulièrement alarmant de l'effondrement progressif des garanties de l'État de droit en Guinée.

Une enquête au point mort et une justice défaillante

L'absence de résultats judiciaires soulève de graves interrogations sur la volonté réelle des autorités guinéennes de faire toute la lumière sur cette affaire. Alors que les circonstances de l'enlèvement ont été largement documentées et que de nombreux éléments pointent vers l'implication d'agents de l'État, aucune enquête indépendante, impartiale, approfondie et transparente n'a permis d'identifier les responsables ni de déterminer le sort des victimes. Les familles continuent d'être privées d'informations essentielles, tandis que les autorités gouvernementales se retranchent derrière des annonces de poursuite d'enquête judiciaire dont aucun résultat concret, ni point d'étape, n'a jamais été rendu public par une quelconque autorité judiciaire. Plus grave encore, aucune explication crédible n'a été fournie aux familles des victimes ou à leurs avocats sur les démarches entreprises par les autorités judiciaires. Cette inaction nourrit un sentiment d'impunité qui fragilise profondément la confiance dans

les institutions judiciaires guinéennes. Elle envoie également un signal inquiétant aux auteurs de violations des droits humains : celui qu'il est possible d'enlever, de faire disparaître et de faire taire des voix critiques sans avoir à répondre de ses actes.

Les enlèvements et les disparitions forcées deviennent une pratique banalisée

L'affaire Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah ne constitue malheureusement plus un cas isolé. Ces derniers mois, de nombreux opposants politiques, journalistes, défenseurs des droits humains ou proches de personnalités critiques à l'égard des autorités ont été victimes d'enlèvements, de détentions arbitraires, d'actes de violence ou de disparitions forcées dans des circonstances impliquant ou laissant fortement présumer l'implication d'agents étatiques.

L'enlèvement de l'opposante Néné Oussou Diallo, la disparition du journaliste Habib Marouane Camara, les violences subies par l'activiste Abdoul Sacko ou l'avocat Mohamed Traoré, les enlèvements visant des proches du chanteur Elie Kamano ou du père du journaliste Babila Keita, ainsi que d'autres affaires récentes témoignent d'une tendance particulièrement préoccupante. À ce jour, plus d'une dizaine de personnes, liées à la contestation du pouvoir en place, sont portées disparues après avoir été enlevées.

Dans un contexte marqué par des restrictions continues des libertés publiques depuis le coup d'État de septembre 2021, avec la dissolution de mouvements citoyens, des médias indépendants et des principaux partis politiques, la répression de manifestations pacifiques, les enlèvements et les disparitions forcées apparaissent désormais comme un instrument récurrent de contrôle politique et d'intimidation. Cette évolution est extrêmement dangereuse. Lorsqu'une personne peut être enlevée en toute impunité, c'est l'ensemble de la société qui est placée sous la menace. La peur remplace progressivement le débat public, l'autocensure se substitue à la liberté d'expression et l'impunité devient la norme. Nos organisations refusent que les disparitions forcées deviennent une pratique banalisée en Guinée.

Deux ans de silence, deux ans d'impunité

La seconde commémoration de la disparition forcée d'Oumar Sylla et de Mamadou Billo Bah ne doit pas marquer le début de l'oubli. Au contraire, elle rappelle l'urgence pour les autorités guinéennes de respecter leurs obligations internationales, de garantir le droit à la vérité des familles et de mettre fin à l'impunité qui entoure cette affaire. Les autorités guinéennes ont la responsabilité première de protéger les droits fondamentaux de toutes les personnes vivant sur leur territoire. Elles ont également l'obligation de prévenir les disparitions forcées, d'enquêter sur celles-ci et de poursuivre leurs auteurs. Deux ans après les faits, elles n'ont toujours pas rempli ces obligations.

Nos organisations appellent les autorités guinéennes à :

- Révéler sans délai toutes les informations dont elles disposent concernant le sort et la localisation d'Oumar Sylla et de Mamadou Billo Bah ;

- Garantir une enquête indépendante, impartiale, efficace et transparente sur leur disparition, avec l'appui d'experts internationaux indépendants ;
- Identifier et poursuivre les auteurs matériels, les commanditaires ainsi que les responsables hiérarchiques impliqués dans ces violations ;
- Garantir la protection des familles, des témoins, des avocats et des défenseurs des droits humains engagés dans la recherche de la vérité ;
- Mettre un terme aux enlèvements, disparitions forcées, détentions arbitraires et autres formes de répression et d'intimidation visant les opposants politiques, journalistes et acteurs de la société civile ;
- Renforcer les garanties d'indépendance de la justice et assurer le respect effectif de l'État de droit ;
- Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et reconnaître la compétence du Comité des Nations unies contre les disparitions forcées.

Nos organisations appellent également les partenaires internationaux de la Guinée, et particulièrement l'Union européenne et la France, à :

- Faire de la vérité et de la justice pour Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah une priorité dans leurs relations avec les autorités guinéennes et inscrire systématiquement cette affaire à l'ordre du jour de tous les échanges diplomatiques bilatéraux ;
- Condamner publiquement toutes les disparitions forcées, les enlèvements et les atteintes à l'espace civique en Guinée ;
- Veiller à ce que la défense des droits humains, des libertés fondamentales et la lutte contre les disparitions forcées occupent une place centrale dans leurs relations avec les autorités guinéennes ;
- Soutenir activement les appels en faveur d'une enquête indépendante, impartiale et crédible sur la disparition forcée d'Oumar Sylla et de Mamadou Billo Bah ;
- Veiller à ce que toute coopération politique, sécuritaire, militaire ou financière avec les autorités guinéennes soit conditionnée au respect des droits humains, à la lutte contre l'impunité et à des progrès tangibles dans la recherche de la vérité concernant les disparitions forcées ;

Deux ans après leur disparition, nos organisations réaffirment leur solidarité avec les familles d'Oumar Sylla et de Mamadou Billo Bah. Tant que leur sort demeurera inconnu, tant que les auteurs et responsables ne seront pas identifiés et traduits en justice, nous continuerons à exiger la vérité.

Organisations signataires :

- Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-France)
- African Defenders (Pan African Human Rights Defenders Network)
- Confédération française démocratique du travail (CFDT)
- Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)
- Fédération internationale des ACAT (FIACAT)

- Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseur.es des droits humains
- Front Line Defenders
- Human Rights Foundation (HRF)
- Human Rights Watch (HRW)
- Organisation mondiale contre la torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseur.es des droits humains
- Tournons La Page (TLP)